



Déclaration FSU - grève du 22/03/18

Cette journée de mobilisation à l'appel d'une large intersyndicale s'inscrit autour de la question de la FP, qui suscite beaucoup d'inquiétudes : le pouvoir Macron-Philipe, sprinte pour s'attaquer au SP : responsable des maux du pays aux yeux de ceux qui veulent sa peau !

Pourtant l'équation est simple à comprendre :

Moins de service public =

= abandon des compétences régaliennes de l'Etat en matière de Santé, d'Education, de Social, ... de transport (cf La SNCF)

= des usagers laissés pour compte et livrés à leur propre sort

= de moins en moins d'agents ; des déserts privés de SP qui s'étendent inexorablement...

= de plus en plus de précarité (17% des agents publics sont contractuels). Dans le cadre de la réforme de la fonction publique, le gouvernement veut élargir les possibilités de recours aux contractuels même sur des emplois pérennes. C'est une remise en cause du statut de fonctionnaire garant de la neutralité et de l'égalité de traitement par les services publics.

= délégation à des structures privées des activités dites rentables !

Le gouvernement a annoncé un nouveau gel du point d'indice pour 2018 alors que sa valeur était déjà restée identique, c'est à dire « gelée » de juillet 2010 à juillet 2016. C'est inacceptable ! Les fonctionnaires ont déjà subi plus de 9% de perte de pouvoir d'achat depuis 8 ans, en tenant compte de l'inflation et de l'augmentation de la retenue pour la retraite sur le traitement brut.

La journée de carence mis en place dès le 1er janvier est une défiance envers les fonctionnaires : le pouvoir veut décredibiliser les agents , en nous faisant passer pour des fainéants. Le taux de congés de maladie des fonctionnaires et le même que pour les autres secteurs. Les agents tirent trop souvent sur la corde pour assurer coûte que coûte leur mission de SP car ils veulent pallier le manque de personnel, de remplaçants... résultat : de plus en plus de burn -out, de situations de mal-être au travail ...

Le dialogue social n'existe pas : c'est une supercherie inventée par les dirigeants pour tenter d'amadouer les représentants syndicaux et surtout séduire l'opinion publique.

Dans les faits, les ministres mais aussi les représentants de l'Etat, haut-fonctionnaire pratiquent un jeu qui trop souvent bride la démocratie, interdit le débat contradictoire.

Le nouveau dialogue social = le pouvoir explique, fait de la pédagogie pour que tout le monde comprenne le sens des réformes faites uniquement pour leur Bien, auxquelles ils doivent donc adhérer sans broncher !

Exemple local de dialogue social : pour les opérations de carte scolaire, la DASEN et La Préfète ont accusé notre OS, la FSU, pour une organisation majoritaire de vouloir le mal pour notre département ! Que le Cantal avait pourtant de la chance ! Que ce pourrait-être pire !

L'Education, pourtant enjeu majeur d'une société évoluée, dite civilisée, est la variable d'ajustement pour faire des économies, tout en déclamant à grand renfort médiatique tout et son contraire dans le même temps.

Des zones urbaines sous-dotées : ce ne sont pas les mesures de dédoublement en REP et REP + en CP qui vont résoudre les problèmes des équipes. Les autres classes seront d'autant plus chargées et ingérables.

L'effet domino qui en découle : les territoires ruraux très vulnérables sont affaiblis encore et encore ! 1000 classes fermées à la campagne : la ruralité en prend pour son grade et devient petit à petit de l'hyper-ruralité comme ici dans le Cantal.

9 classe de moins dans les écoles du département : le nord-Ouest, autour de Mauriac, paye un lourd tribut à la carte scolaire négative pour le Cantal.

Les problèmes chroniques empirent : manque cruel de remplaçants, réseau d'aide RASED démembrés et donc peu efficaces, contractuels embauchés au primaire comme au secondaire pour tenter de dissimuler le déficit d'enseignants...

Les collèges vont perdre 14 classes pour un nombre d'élèves constant, à la ville, comme à la campagne...

Beaucoup de collèges ruraux perdent 1 classe alors que les effectifs sont identiques voire en hausse : La Roquebrou, Massiac, Murat, St Mamet. Des classes vont passer de 20 à 29-30 élèves et ce dès la 6^{ème}... La transition CM2-6^{ème} risque d'être rude pour nos élèves qui viennent de petites écoles rurales !

Les collèges dits urbains ne seront pas épargnés : - 4 à La Jordanne, -1 à la Ponétie, à J. Ferry, à B. Pascal et la Vigière à St Flour. Mauriac va perdre 2 classes !

C'est une véritable saignée pour le Service Public d'Education : surcharger les classes tout en décrétant dans le même temps l'inclusion de 3-4 enfants d'ULIS, de SEGPA !

La réforme du lycée, du bac et de l'accès au supérieur nous fait craindre le pire ! Sélectionner les bons élèves en mettant en place des filières discriminantes. Les lycées auront un profil différent suivant le lieu, le territoire dans lequel ils sont implantés et suivant la population scolaire qu'ils accueillent !

L'Etat abandonne des territoires entiers, en surjouant la décentralisation dans les grandes métropoles régionales : les lieux de décision sont de plus en plus éloignés des besoins de la population.

L'Etat délègue tour à tour ses compétences en diminuant les dotations de manières drastiques aux collectivités : Région, le département est en faillite, les communautés de communes, les communes ...

A l'heure de confectionner le budget, les conseils municipaux ne connaissent toujours pas le montant des dotations ! C'est dire où ils en sont ! Cela illustre le déni de démocratie, l'attitude méprisante du pouvoir !

Localement, nous mettons en garde les élus locaux à leur devoirs de responsabilité et de loyauté envers les agents qui oeuvrent au quotidien pour le Service Public de proximité : que ce soit dans les communes ou au département, nous ne pouvons croire que les agents soient dévalorisés, leur rémunération rognée, leurs temps de travail revu à la hausse ...

Nous sommes dans la rue aujourd'hui **22 mars** pour exiger un véritable SP, un SP efficace, qui assure réellement ses missions sur tout le territoire et soutienne les plus fragiles, un SP assuré par des agents sous statut de fonctionnaire, seul garant de l'équité, de la neutralité liées à l'exercice des missions et qui garantisse la pérennité des services publics.

Non à la casse de la FP et de ses agents ! Non à la précarisation des personnels

Oui au recrutement massif sous statut !

Non à la disparition programmée que l'on veut nous faire croire comme étant inéluctable de l'emploi public dans notre département où il y a pourtant tant à faire (domaine Education, Santé, infrastructures et équipement pour le désenclavement (le train, la route), domaine de la solidarité, la prise en charge de nos aînés, les finances publiques et les trésoreries locales sur la sellette...).

Non au gel des salaires qui dévalorise le travail des agents et qui n'attire plus les jeunes générations !

Oui à un rattrapage des baisses de salaires, oui à une augmentation significative du point d'indice !

Non à la journée de carence ! Le problème est ailleurs : Oui à la santé au travail, qui est un enjeu du XXIème siècle !

Non au recul de l'âge de départ à la retraite ! Non aux baisses des retraites !

Oui à la retraite à 60 ans maxi à taux plein ! Oui à l'emploi des jeunes !

Pour la FSU 15,

Lionel Maury, secrétaire départemental